Intervention du samedi 23 octobre 2010

6 journées de manifestations, 4 journées de grève, des millions de personnes dans la rue, des grèves reconductibles dans de nombreux secteurs, des blocages de la production dans les raffineries, des centaines de lycées en mouvement, une trentaine d’universités mobilisées, une extension du conflit aux aéroports, 71% des français qui soutiennent le mouvement et quelle réponse du pouvoir ?

Le chef de l’Etat promet que l’ « ordre public sera garanti », le premier ministre ose « personne n’a le droit de prendre un pays en otage ».

Un langage de guerre civile pour tenter de faire peur.

Mais qui prend le pays en otage si ce n’est ce pouvoir qui depuis des semaines multiplie les dénis de démocratie pour imposer une réforme au seul avantage des marchés financiers, des assurances et du Medef ?

Une réalité dont le peuple a de plus en plus conscience.

Même si les médias, porte-parole de ce gouvernement despotique tente de décourager les ardeurs.

Car ici ou ailleurs, la machine à intoxiquer les consciences et à faire peur est en marche.

Amalgames douteux, photos de pseudos casseurs ... mais black-out complet sur les raisons qui poussent des millions de français à multiplier les journées d’action et de grève.

Les journées du samedi 16 et du mardi 19 octobre 2010 confirment que la mobilisation est ancrée dans la durée à un haut niveau. Ce sont des millions de salariés qui dans le cadre de ces 6 journées d’action depuis début septembre affirment vouloir une autre réforme des retraites juste et efficace et l’ouverture de négociations avec les syndicats.

L’ampleur des mobilisations confirme qu’au-delà de la réforme des retraites, l’emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l’avenir des jeunes sont restés sans réponses efficaces notamment depuis l’aggravation des situations liée à la crise financière de 2008.

Seul le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la mobilisation compte tenu de son attitude intransigeante, de son absence d’écoute et de ses provocations à répétition.

Il ne peut pas répondre à la situation actuelle par le déni et la répression.

Il ne peut détourner les attentions, transformer les victimes de la réforme sarkozyste en irresponsables et en fauteurs de troubles.

C’est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu’il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites.

Fortes du soutien des salariés, des jeunes et de la population, face à une attitude arrogante du gouvernement et du chef de l’Etat, au-delà du vote de la réforme, les organisations syndicales ont décidé de poursuivre et d’élargir la mobilisation en appelant à 2 nouvelles journées les jeudi 28 octobre et samedi 6 novembre.

En Comminges comme ailleurs la mobilisation ne doit pas faiblir entre les grands moments nationaux coordonnés ; en conséquences nous appelons à des mobilisations pour mardi 26 octobre avec un rassemblement devant la sous-préfecture de 17h à 18h30 pour permettre à tous les salariés et citoyens de venir ne serait-ce qu’un moment pour manifester leur mécontentement et le maintien de leur mobilisation contre ce projet.

Ce sera un acte de solidarité avec ceux qui sont dans la bagarre ce sera un acte contre orientations de ce gouvernement

* Alors ne vous en privez pas !!!
* Répondez présent mardi soir !!!

Pour conclure :

Le peuple est plus légitime que l’élu.

Le peuple peut et doit continuer à clamer à l’unisson son droit à penser l’avenir autrement !!!

23 10 2010